

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 30 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **THEAUD (Ets Maurice)**

Les Fontenelles - Tri Centre Bretagne --  
35290 GAEL

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2022 dans l'établissement THEAUD (Ets Maurice) implanté Les Fontenelles à GAEL.

L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THEAUD (Ets Maurice)
- Les Fontenelles Tri Centre Bretagne 35290 GAEL
- Code AIOT dans GUN : 00055.15 488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le centre de tri-transit de déchets de Gaël dispose de deux bâtiments principaux, dont un abritant une machine de mise en balles, et une plate forme aérienne comportant plusieurs aires de stockage. Elle accueille, tri et reconditionne des déchets d'ameublement, bois, "bois souillé", verre, papiers/cartons, plastiques, plantin et plâtre.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative des installations
- suites données à l'inspection précédente
- aménagements du site

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Classement des activités	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 1er al. 4	/	Mise en demeure, dépôt de dossier

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Gestion des eaux de la plate-forme	Arrêté Préfectoral du 13/01/2004, article Article 36	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tenue d'un registre de déchets (Déchets non dangereux)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art 1er - a) et b)	/	Sans objet
Procédure découverte déchets non-conformes	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-02	/	Sans objet
Identification des aires	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-04	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-06	/	Sans objet
Confinement des eaux d'extinction	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-10	/	Sans objet
Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/02/2004, article Article 30	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-11	/	Sans objet
Déclaration GERP	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-12	/	Sans objet
Contrôle des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 13/01/2004, article Art. 27	/	Sans objet
Séparation des aires	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-03	/	Sans objet
Prévention des envois	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-07	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Délimitation des aires	Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-05	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que l'établissement est dans une phase transitoire entre l'arrêt des activités de tri des collectes sélectives des ordures ménagères et - en projet - la mise en œuvre d'une activité de sur-tri.

Ces questionnements sur l'avenir précis du site ont conduit l'exploitant à surseoir à des investissements ou des dépenses de maintenance, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales.

Il est attendu de l'exploitant la mise en place de mesures correctives rapides - même temporaires le cas échéant - pour garantir le niveau de sécurité pour l'environnement et pour les tiers tel que prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

### 2-4) Fiches de constats

*Voir pages suivantes*

**Nom du point de contrôle : Classement des activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 1er al. 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités
<b>Prescription contrôlée :</b> 2714 – A – tri-transit de DND – 16 000 m <sup>3</sup> - Bâtiment A – déchets ménagers recyclables - Bâtiment B : papiers/cartons et plastiques d'activités économiques - Extérieur : déchets de bois non biomasse propre 2716 – A – Tri-transit autres DND : OMr – 1800 m <sup>3</sup> + ameublement – 2500 m <sup>3</sup> 2791 – A – Traitement DND – 2 aires broyage (déchets biomasse propre et non biomasse) 100 t/j 2711 – D – DEEE – Bât B : Froid et écran 49 t + extérieur – 600 m <sup>3</sup> 2713 – D – Métaux – des déchets ménagers 600 m <sup>2</sup> + des meubles 100 m <sup>3</sup> 2715 – D – Verre – 1500 m <sup>3</sup>
<p><b>Constats :</b> On notera que les rubriques n°2714 et 2716 relèvent maintenant du régime de l'enregistrement (décret n°2018-468 modifiant la nomenclature).</p> <p>L'exploitant déclare que les activités de tri des collectes sélectives (rubrique 2714) ont été mises à l'arrêt le 03/07/21. Elles employaient une trentaine de personnes. Seules sont encore réalisées très ponctuellement des opérations de mise sous balle de cette catégorie de déchets (saturation ou indisponibilité d'autres centres par exemple). L'inspection a permis de constater que les lignes de tri étaient manifestement à l'arrêt.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant déclare avoir recours pour le broyage des DND à des broyeurs d'une capacité de l'ordre de 20 à 25 t/h (activité non réalisée pendant l'inspection). Ainsi, le niveau maximal d'activité fixé par l'arrêté préfectoral pour la rubrique n°2791 est dépassé.</p> <p>L'exploitant est également prestataire pour l'éco-organisme "éco-mobilier". L'accueil et le tri de déchets de mobiliers constitue maintenant la principale activité réalisée sur le site.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique avoir répondu à un appel d'offres pour réaliser du sur-tri dans l'établissement. Même si la réponse n'est attendue que pour juin, les études - et notamment l'élaboration d'un dossier ICPE - ont d'ores-et-déjà été lancées.</p> <p>&gt; L'Inspection rappelle qu'en application de l'article L. 181-14, toute modification substantielle des installations doit préalablement être portée à la connaissance du Préfet. Un dossier est donc attendu pour fin juin au plus tard, en fonction des évolutions souhaitées par l'exploitant pour cet établissement et prenant position sur le caractère notable ou substantiel des modifications apportées(*) et intégrant éventuellement les modifications de capacité pour la rubrique n°2791. Une mise en demeure est proposée sur ce point (trois mois).</p> <p>(*) L'exploitant pourra utilement consulter la note relative aux modifications des installations classées en date du 20/12/21 disponible à l'adresse suivante : <a href="https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/107100/note_modifs_20211220.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/107100/note_modifs_20211220.pdf</a> pour identifier les cas où une nouvelle procédure complète d'autorisation environnementale est nécessaire. En particulier, l'ajout d'une nouvelle rubrique relevant de l'autorisation n'est pas systématiquement considérée comme une modification substantielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier

**Nom du point de contrôle : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit transmettre sa proposition de calcul des garanties financières.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas constitué de garanties financières, leur montant évalué étant inférieur au plafond libératoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit déclarer les quantités de déchets dangereux expédiées en 2014 sur le site de télédéclaration GEREP.
<b>Constats :</b> L'établissement ne réceptionne pas de déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Contrôle des déchets entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2004, article Art. 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> contrôle visuel systématique des déchets réceptionnés. Portique détection radioactivité.
<b>Constats :</b> Les déchets font l'objet d'une vérification visuelle de conformité lors de leur dépotage. Un portail de détection de la radioactivité est en place au pont-basculé (contrôlé en juillet 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Tenue d'un registre de déchets (Déchets non dangereux)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art 1er - a) et b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> R. 541-43 – Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.  AM du 31/05/2021 qui fixe le contenu des registres de déchets :  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
<b>Constats :</b> Les registres sont informatisés. En particulier, les registres et bordereaux concernant les déchets gérés pour le compte d'Eco Mobilier sont traités via son site internet.  > Une question est posée sur la pertinence du code "R5 - Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques" automatiquement attribué par Eco Mobilier pour les opérations de tri réalisées sur des déchets de bois, tissus, ...
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Procédure découverte déchets non-conformes

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-02
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit finaliser la mise en place de la procédure en cas de découverte de déchet non-conforme.
<b>Constats :</b> Une procédure, non datée, a pu être présentée lors de l'inspection. Il s'avère qu'en cas de non-conformité détectée sur la qualité des déchets, les opérateurs la signalent via une application et qu'ils suivent les consignes qui y sont indiquées. Il n'y a donc pas de correspondance entre la procédure écrite et la pratique réelle.  > L'exploitant met à jour la procédure papier pour qu'elle reflète la réalité des pratiques. Une copie est transmise à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Séparation des aires**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-03
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit séparer plus distinctement les aires de stockages de bois A et de bois B de façon à empêcher tout mélange.
<b>Constats :</b> Les différentes aires de stockage sont relativement bien délimitées, mais le niveau des stocks pendant l'inspection était modéré.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Identification des aires**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-04
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre à jour et améliorer l'affichage permettant l'identification des zones.
<b>Constats :</b> L'Inspection n'a pas permis de constater d'amélioration sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Prévention des envols**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-07
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place un dispositif plus efficace que le filet en place pour empêcher les retombées des envols de déchets légers dans le bassin situé à proximité du bâtiment « collecte sélective ».
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare procéder régulièrement - et en fonction des besoins - à un ramassage régulier des envols.  > Lors de l'inspection, la situation constatée n'appelle pas de remarque particulière sur ce point, mais il est rappelé que le niveau d'activité était modéré.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Délimitation des aires**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-05
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit remettre en état la structure béton délimitant l'aire de stockage de bois B du secteur « collecte sélective ».
<b>Constats :</b> Il est constaté que les L bétons utilisés ne sont pas dans un état neuf. Leur dégradation (chocs, éclats, ...) ne semble toutefois pas remettre en cause leur capacité à assurer leur fonction de délimitation des aires et de contention des déchets stockés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle :** Gestion des eaux de la plate-forme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2004, article Article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Seront interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.
<b>Constats :</b> Il est constaté que l'état de dégradation avancé, voire l'absence, de bordures en périphérie de la plate-forme, et notamment sur des points bas, ne permet pas une collecte correcte des eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockage des déchets et sur les voies de circulation. Des écoulement rejoignent ainsi directement le milieu naturel, sans pré-traitement. Ce fait est aggravé par l'encombrement des regards de collecte des eaux de la plate-forme.  > L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour collecter et orienter vers les ouvrage de pré-traitement l'ensemble des eaux de la plate-forme et des voies de circulations susceptibles d'être polluées. Il s'assure que ces dispositions répondent également aux prescriptions de l'article 41 de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne la rétention des eaux d'extinction en cas de sinistre. Une mise en demeure est proposée sur ce point (trois mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-06
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit finaliser l'installation des équipements de protection contre la foudre.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification du 26/01/21 montre la persistance d'une non-conformité : absence d'un parafoudre sur la ligne téléphonique. On notera que les opérateurs disposent d'un portable qui leur permettrait d'alerter les services de secours.  > L'exploitant précisera les suites données à l'identification de cette non conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/04/2015, article Obs. 2015-10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit indiquer les procédures de confinement des eaux en cas d'incendie dans les consignes d'exploitation, et installer un moyen de repérage des 2 dispositifs de confinement sur place.
<b>Constats :</b> Le document à destination des services de secours précise, photos à l'appui, l'existence des vannes d'isolement et la nécessité de les fermer. Néanmoins, les vannes et les clés ne sont pas clairement repérées sur le terrain.  > Demande de l'observation 2015-10 renouvelée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2004, article Article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et aires de circulation seront conçues de manière à permettre, en cas de sinistre, l'intervention rapide et facile des engins de secours et des services d'incendie.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comporteront au minimum :</p> <p>[...]</p> <p>des ressources en eau permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie en cas de sinistre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>_ soit à partir du réseau d'eau, par l'implantation de deux poteaux d'incendie normalisés de 100 mm alimentés permettant un débit simultané de 60 m3/h situés au plus à 200 m de l'établissement,</li><li>_ soit à partir d'une réserve d'eau d'au moins 240 m3 située à au moins 200 m de l'établissement, accessible en permanence,</li><li>_ soit à partir d'un point d'eau naturel d'une capacité minimum de 240 m3 établi conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Il est constaté la présence d'un bassin "naturel" collectant les eaux de toiture et doté d'une buse d'aspiration. Néanmoins, l'exploitant nous indique que les services de secours ont émis des réserves quant à l'utilisation de cet ouvrage en cas de sinistre.</p> <p>On note par ailleurs la présence d'un poteau incendie en bordure du site, à environ une centaine de mètre des bâtiments.</p> <p>&gt; L'exploitant procédera aux travaux nécessaire après s'être rapproché du SDIS ou mettra en place l'une des deux autres solutions indiquées par l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites